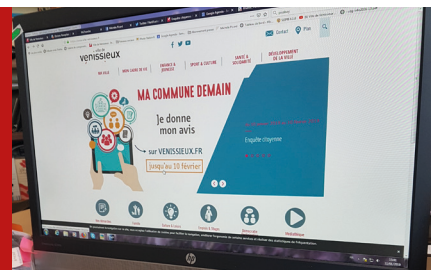




La lettre

des élus communistes et apparentés
de Vénissieux - N° 50 - JANVIER 2019

Participez
à la
consultation
et donnez
votre avis sur
la place de la
commune et
les priorités qui
doivent être les
siennes.



<https://services.demarches.venissieux.fr/citoyennete/ma-commune-demain/>

ÉDITO

MOUVEMENTS SOCIAUX : DÉBAT EN CONSEIL MUNICIPAL

Merci madame le maire de faire écho en ce début de conseil à la colère populaire contre l'injustice sociale et fiscale et de donner le temps d'un premier débat en permettant à chaque force politique de s'exprimer.

La fracture politique et citoyenne qui marque notre pays, a conduit Macron, avec retard et difficulté, à nous demander d'organiser des débats publics. Quel aveu ! Celui qui n'avait pas de mots assez durs pour l'ancien monde, celui qui avait séduit 18% des inscrits en se présentant comme neuf, 18% seulement, mais qui lui ont suffi pour devenir président. Ce représentant commercial des banques et de la finance qui a réussi le tour de force médiatique de faire croire à un nouveau monde, celui-là même, bousculé par l'histoire ancienne et toujours actuelle des luttes sociales, celui-là demandent aux entreprises, aux syndicats et aux élus locaux de tenter de retisser un lien social que sa propre pratique politique avait rejeté et même ringardisé.

Le président a ainsi découvert la profondeur de la fracture politique et citoyenne qui marque notre pays, la défiance à l'égard des institutions, de notre vie démocratique, des partis politiques eux-mêmes. Mais il faut dire que cette fracture est aussi pour nous tous à la fois un symptôme et un défi.

Il convient de noter le caractère extraordinaire du débat public organisé par madame le maire en début de conseil. Chaque groupe a su y trouver son expression orale ou symbolique comme par exemple le groupe France Insoumise muni de gilets jaunes.

Notre Ville ouvrira des cahiers de doléances et de revendications s'adressant au président de la République, à disposition de tous les Vénissiens. Venez nombreux vous exprimer.

Pierre-Alain MILLET-Adjoint au Maire

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Si une grande partie du monde connaît une croissance continue depuis des années, la France stagne avec la zone euro. Depuis plus de trente ans, les gouvernances expliquent que notre contexte économique et social déclinant serait la faute du coût du travail et des dépenses publiques insupportables. Elles rivalisent de suppressions d'emplois publics et de baisses des dotations aux collectivités. Malgré l'austérité, la dette est toujours en hausse. Normal dans un pays où la moitié du PIB est réalisée par le secteur public !

Au niveau local, l'investissement public est décisif pour l'emploi, et l'austérité imposée aux communes a un effet de ralentissement de la construction. Alors, les décideurs économiques sont-ils stupides ? Incompétents ? Au contraire, ils connaissent bien le résultat de leurs politiques ! Le 1 % des français les plus riches auront des revenus 2019 en hausse de 6 %. Le millième gagnera 86 290 euros supplémentaires par an, chacun ! Par contre, les 20 % de Français les moins bien lotis perdront 3,5 milliards d'euros, dans un contexte où les prix repartent à la hausse, loyer, énergie...

Les Français ont bien compris pour qui sont faites les politiques publiques en surnommant Macron « le Président des riches ». C'est depuis Mitterrand que le partage de la richesse s'est dégradé pour les salariés qui perdent 100 milliards par an au profit des actionnaires.

Alors n'oublions pas les ordres de grandeur quand Macron annonce des mesures sociales pour seulement 10 milliards d'euros. Gardons aussi en tête que ce ne sont pas les riches qui vont les payer mais les autres salariés !

Avec 140 milliards par an qui partent dans la spéculation et les dividendes, la baisse de 13 milliards de dépenses publiques que le gouvernement impose aux collectivités est totalement injustifiable. Sans oublier les 40 milliards du CICE, les 100 milliards par an de la fraude et l'évasion fiscale selon un rapport du sénat...

Non, vraiment, 10 milliards, ce n'est rien par rapport à la richesse produite et à la richesse accaparée par les grands actionnaires...

Alors, il faut espérer que la fronde des maires converge avec les luttes sociales afin de remettre en cause ces politiques en faveur des riches. Il faut plus de dépenses publiques pour l'école, la santé, les transports, l'efficacité énergétique, le logement.

Nous défendons notre commune et ses projets pour obtenir plus de financements. D'abord de la part de la Métropole qui garde aujourd'hui les revenus du dynamisme économique, et n'a toujours pas ouvert la discussion sur son rôle de redistribution contre les inégalités territoriales. Mais également de la Région dont on ne peut accepter la politique injuste et clientéliste. Et enfin de l'État qui reste le premier acteur des politiques publiques.

Et pour cela, nous soutenons une gestion rigoureuse, sérieuse, qui préserve jusqu'à aujourd'hui les capacités d'action de notre Ville, en recherchant toutes les marges de manœuvres possibles, et en ouvrant le débat avec les Vénissiens sur nos priorités.

ÉGALITÉ HOMME - FEMME

La Ville de Vénissieux s'engage fortement et durablement pour l'égalité entre les hommes et les femmes à l'heure où la violence à l'égard des femmes est une des violations des droits de l'homme les plus répandues. Selon l'Organisation mondiale de la santé, 1 femme sur 2, tuée dans le monde, a été assassinée par son partenaire ou sa famille. En France, une femme meurt tous les 3 jours sous les coups de son compagnon. Cette violence est aussi une des moins signalées car les victimes n'osent pas se faire connaître. Pourtant la loi les protège et impose la question de l'égalité. Il reste encore beaucoup à faire. Les plans interministériels de lutte contre les violences faites aux femmes ne sont jamais suivis de moyens à la hauteur des enjeux. Macron a déclaré «l'égalité entre les femmes et les hommes» grande cause de son quinquennat, pourtant, il supprime le Ministère dédié. Le Haut Conseil à l'Égalité dénonce un budget très largement insuffisant pour lutter contre ces violences. En matière d'hébergement d'urgence, l'État ne joue pas son rôle de protecteur des victimes, seules 5000 places existent alors qu'il en faudrait 16000. Un peu partout, les communes et les associations compensent le manque d'engagement de l'État, en finançant les mises à l'abri.

A Vénissieux, nous avons fait le choix de mettre à disposition des femmes victimes de violence et de leurs enfants un logement, et de leur proposer un accompagnement social, en lien avec notre partenaire, l'association VIFFIL, et l'intervenante sociale du commissariat.

Lentement, une prise de conscience, de la société dans son ensemble, sur l'ampleur de ces violences, émerge. Malheureusement, de nouvelles formes se développent avec le cyber harcèlement. Loin de ne concerner que les adolescentes, ces pratiques attaquent toutes les femmes, notamment dans la sphère publique. Il est déjà difficile pour une femme, de trouver sa place en politique. Seuls 16% des Maires sont des femmes et elles ne sont que 10 à diriger un département. Or, si les hommes et les femmes politiques sont également attaqués sur les réseaux sociaux, les femmes le sont souvent en raison de leur genre plus que de leur appartenance politique. Critiques liées au physique, au style vestimentaire, à l'âge, à la maternité...rien n'est épargné aux femmes qui font preuve d'engagement.

La politique, et les femmes engagées en politique, méritent mieux que ça. Ces propos nauséabonds, sous couvert de blogs ou de pages Facebook prétendant ouvrir un débat d'idées, témoignent de la lâcheté de leurs auteurs. Ils démontrent, s'il en était encore besoin, le courage et la persévérance dont font preuve les femmes engagées et élues, malgré les attaques dont elles font l'objet, malgré les barrières qu'il reste à faire tomber. Les femmes ont toute leur place sur la scène politique, et malgré ces comportements indignes du débat public, il faut qu'elles soient de plus en plus nombreuses à s'engager et à faire entendre leur voix.

Yolande PEYTAVIN - Adjointe au Maire

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Face au réchauffement climatique, les inégalités se creusent, entre pays riches et pays pauvres, et entre les habitants d'un même pays.

Le mouvement des gilets jaunes est de ce point de vue révélateur. L'augmentation des taxes sur les carburants et les énergies, alors que les salaires stagnent et que le pouvoir d'achat baisse, fait monter la colère. Ce sont ceux qui ont le plus besoin de leur véhicule, ceux qui voient les factures de chauffage grimper qui sont le plus pénalisés par les mesures du gouvernement au nom de la lutte contre le réchauffement climatique.

A l'instar de la COP 24, les bons sentiments écologiques ne seraient-ils qu'une façade quand on sait que le gouvernement Hollande a détourné l'essentiel de la taxe carbone pour le financement du CICE ? Macron continue dans cette pratique avec le transfert de plusieurs milliards d'euros de taxes destinés au budget de la transition écologique, finalement réaffectés au budget général. Cette « écologie punitive » derrière laquelle se cache Macron pour alimenter les caisses de l'État, n'est plus supportable.

Ce qui est nécessaire et urgent, c'est l'investissement public massif dans les transports non carbonés, à commencer par le rail que ce gouvernement vient d'affaiblir avec sa réforme de la SNCF. Rappelons que les précédentes réformes avaient réduit de moitié le fret ferroviaire, favorisant ainsi les transports routiers. Il faut un plan global de changement d'échelle du transport en commun urbain, l'augmentation des dotations aux collectivités territoriales pour accélérer la transition écologique, une aide massive pour améliorer la performance énergétique des bâtiments. Seule l'augmentation du pouvoir d'achat permettrait aux familles l'investissement dans des véhicules moins polluant.

À Vénissieux, la question du développement durable est centrale, mais il ne peut y avoir de développement durable, sans développement humain. Notre agenda 21 pour la période 2017-2022, propose une nouvelle feuille de route « Vénissieux 2030, humaine et durable, solidaire et citoyenne ». Une trentaine d'action a été retenue, contribuant aux enjeux de la réduction de l'impact sur le climat, de l'épanouissement des êtres humains, de la préservation d'un environnement urbain de qualité, des actions de solidarité et de la promotion des modes de productions et de consommations responsables.

Serge TRUSCELLO - Conseiller municipal



TRAVAIL DU DIMANCHE

Le 13 juillet 1906 dans un pays déchiré par une crise sociale, la loi instaura enfin le repos du dimanche.

Les débats relatifs au travail dominical opposent d'un côté les tenants du libéralisme et de l'autre, les défenseurs du maintien d'un temps de repos commun consacré à la vie en société et en famille. Travailler le dimanche va de pair avec une perte de sociabilité familiale et amicale et une diminution du temps de loisirs. Clairement le jour de repos compensatoire en semaine ne rattrape pas ce temps en famille car il est rarement utilisé pour les loisirs.

L'ouverture des grands commerces le dimanche, n'est en réalité que la création pure et simple d'un besoin de consommer qui n'existait pas. Rappelons que le travail du dimanche n'est pas créateur d'emplois. Il alimente le travail précaire et se nourrit de l'argument du complément de salaire qu'il représente pour les petits revenus. Avec la banalisation du travail du dimanche, cette journée deviendra un jour comme les autres, payé comme les autres, comme au Canada, aux États Unis. La loi MACRON est le parfait exemple de ces mesures qui tendent à libéraliser l'économie contre l'intérêt des salariés et du petit commerce de proximité qui voit ses clients partir vers les grandes surfaces quand celles-ci sont ouvertes le dimanche.

Il y a peu, en savoie, des femmes ont lutté pendant 4 années contre la direction de ED qui leur imposait le travail dominical. Elles ont été en grève tous les dimanches pour protester. Les revendications de ces femmes en situation précaire, sont claires.

« Je suis mère célibataire, j'ai une petite fille, et le dimanche je préfère être avec elle qu'au travail. En plus le prix de la nounou me couterait plus cher que ce que je gagnerais ! (...) ».

« La consommation, la surconsommation, y'en a ras le bol ! Il faut préserver notre planète, alors préservons la ! Les sous de toute manière, on n'en a pas à gogo. Et le dimanche, on a autre chose à faire que d'aller en course. Nous aussi on a des familles et on aimerait en profiter ! ».

Soutenues en masse par des centaines d'anonymes, la CGT, puis le maire et divers personnalités politiques et sociales de la région, elles finiront par gagner leur combat au terme de 102 dimanches en grève !

Le repos du dimanche a été l'objet de luttes sociales depuis des décennies, mais en 2018 force est de constater qu'il demeure un acquis social fragile pour lequel il faut encore se battre.

Sophia BRIKH - Conseillère municipale

RÉAMÉNAGEMENT DE LA DETTE SACOVIV ET SA-HLM GABRIEL ROSSET

Notre soutien au logement social se traduit par une aide à la pierre modeste au regard des coûts, mais importante dans l'équilibre économique des projets. Nous offrons également une garantie d'emprunts, complémentaire à celle de la Métropole, pour permettre aux bailleurs d'obtenir les meilleures conditions financières d'emprunt.

Pour financer la réduction des APL, le gouvernement vient de prendre 1,6 milliards dans les poches des bailleurs sociaux désormais en grande difficulté. Il a donc fallu demander à la caisse des dépôts de refinancer les dettes des bailleurs, en les allongeant, afin de réduire l'annuité qui pèse sur leurs charges. Bien évidemment, cette baisse d'annuités ne compense que très partiellement la perte liée aux APL. C'est ce même gouvernement qui nous oblige à nous serrer la ceinture pour réduire à tout prix la dette publique qui propose aux bailleurs sociaux d'augmenter leur dette avec 1 million d'euros de plus qu'ils devront payer dans les intérêts d'emprunts.

Saliha PRUDHOMME-LATOURE -
Adjointe au Maire

MARCHÉ D'AFFICHAGE

Rappelez-vous du Puisoz d'antan qui voyait fleurir plus de panneaux publicitaires que de jonquilles. C'est grâce à une prise de conscience des élus et la rédaction d'un Règlement Local de la Publicité (RLP) plus drastique et contraignant que le RLP national, qu'aujourd'hui nous pouvons avoir la maîtrise sur cette publicité et réfréner son expansion. Nous insistons notamment sur le refus de l'affichage numérique et sur la réduction du nombre de panneaux de 8m2.

Tout en réduisant la place de la publicité dans l'espace public, le marché d'affichage nous permet de négocier une communication de qualité pour les manifestations municipales, sans aucun impact financier.

Jean-Maurice GAUTIN - Adjoint au Maire

» **L**e groupe Europe Ecologie Les Verts a choisi de quitter la séance du conseil municipal en protestation du marché d'affichage qu'il aurait souhaité encore plus drastique. En bureau municipal et en séance de travail, nous avons entendu et débattu de cette position à ce jour risquée pour les finances de la commune. En effet, grâce à ce marché, la Ville peut, pour zéro euro, bénéficier de campagnes d'affichages efficaces pour mettre en valeur les manifestations municipales, rendez-vous des Vénissiens et liant du vivre ensemble.

Nous regrettons ce départ car au sein d'une majorité diversifiée telle que la nôtre, le débat et parfois la divergence de vote sont légitimes et doivent trouver leur place.

CENTRE DE RECHERCHE ET D'ÉDUCATION SPORT ET SANTÉ

Le CRESS partage les objectifs de la politique sportive éducative municipale. Il intervient auprès d'un public défavorisé et oeuvre pour l'accès des publics handicapés à la pratique sportive.

La convention qui nous lie est l'occasion de rappeler que la Ville agit avec volontarisme pour les personnes handicapées. De nombreux bâtiments dont la médiathèque, l'école de musique, le cinéma sont déjà accessibles aux personnes à mobilité réduite. La mise en œuvre de notre agenda d'accessibilité programmée nécessitera 1400 actions et un coût de 7.5 millions d'euros pour l'accessibilité de l'ensemble de nos équipements d'ici 2025.

Un axe de notre projet éducatif de territoire porte sur l'accueil des enfants en situation de handicap. La Ville soutient les 11 classes ULIS (unités localisées pour l'inclusion scolaire) pour l'achat de matériel spécifique. Une classe d'unité d'enseignement pour enfants avec troubles du spectre de l'autisme a été créée en 2016 à la maternelle Anatole France. La Ville a aussi facilité l'installation d'un centre d'action médico-sociale précoce, accueillant 45 enfants de 0 à 6 ans présentant tous types d'handicap.

Notre CCAS offre un accompagnement social aux personnes handicapées par des aides de secours exceptionnelles, aides à domicile, soins infirmiers, portage de repas ou études d'adaptation des logements.

Notre Ville poursuit sa politique volontariste et incite, avec l'OMS, l'ensemble des clubs à réaliser la mixité mêlant sportifs handicapés et valides en cohérence avec l'ambition d'un territoire solidaire favorisant l'inclusion de toutes et tous. Personne ne doit rester sur le bord de la route. Chaque citoyen est acteur de notre société, enfant, jeune, retraité, personne porteur de handicap.

Saliha PRUDHOMME-LATOURE - Adjointe au Maire

VÉNISSIEUX FOOTBALL CLUB CONVENTION D'OBJECTIF

La République en Marche est en train de détruire le tissu du sport amateur, avec un budget en baisse de 30 millions d'euros et la suppression de 1600 postes. Pourtant, grâce au sport amateur, nous sommes la cinquième nation au tableau des médailles olympiques.

Au-delà de la performance le sport pour tous, est vecteur de socialisation, de bien-être, de vivre ensemble et de cohésion sociale.

Une étude réalisée par le site «foot amateur» montre que 80 % des clubs ont du mal à tenir leur budget à cause des baisses de dotations et la suppression des contrats aidés.

Quel gâchis ! Le sport ce n'est pas seulement des millionnaires en short ! On estime que 20 millions de personnes, licenciées ou en pratique libre, font un sport au quotidien.

Dans son plan de mandat 2014-2020, la Ville s'est engagée à élaborer des conventions d'objectifs avec des clubs comme Vénissieux Football Club afin de les associer encore plus étroitement dans la mise en œuvre des orientations de sa politique sportive et de son Projet Éducatif de Territoire. Avec l'OMS nous avons créé une commission «politique sportive et éducative» afin de mener des rencontres avec tous les partenaires sportifs, scolaires et sociaux de la ville, ainsi qu'un projet de développement de la pratique féminine.

Ici à Vénissieux nous sommes fiers de notre politique sportive et de nos installations aux services des clubs et de tous.

Nacer KHAMLA- Conseiller municipal



ECHOS DU CONSEIL



» A ne rien comprendre

Alors que les deux oppositions politiques de la Ville prétendent défendre le commerce de proximité, elles nous ont donné un vote totalement incompréhensible lors des rapports sur les ouvertures dominicales des grandes surfaces vénissiennes. Pour la droite, c'est l'abstention par principe de ne pas voter ce que la majorité propose. Quant au PS il demande d'augmenter le nombre de dimanches travaillés en passant de 5 à 12. Les petits commerçants seront contents d'apprendre ces positions.

» L'avenir de la SACOVIV

Un premier tract mensonger avait été distribué en juin aux locataires de la SACOVIV par les élus «socialistes en marche» de Vénissieux. Et de nouveau en conseil municipal par la voix de Mr Dureau, ils ont renouvelé leurs petites polémiques laissant croire que la loi ELAN obligeait la SACOVIV à disparaître. Ce que permet la loi, et dont nous annonçons déjà en juin l'étude par la SACOVIV, c'est une société de «coordination» dans laquelle chaque bailleur garde son identité, son lien avec sa collectivité. Dire que la SACOVIV doit disparaître, comme dire que le président de la SACOVIV ne fait rien pour tenir compte de la loi est tout simplement un mensonge!